

# LA PROLIFÉRATION DES ARMES CLASSIQUES AVANCÉES

Jusqu'ici, le débat sur la prolifération des technologies déterminantes pour la sécurité s'est concentré sur les armes de destruction massive et leurs systèmes porteurs. La prolifération croissante des armes classiques avancées a cependant des répercussions d'une portée stratégique comparable. Les tendances existantes dans ce domaine vont continuer à se renforcer et confronter la politique de sécurité à des défis croissants.



Lutte pour la capacité d'intervention: L'avion hypersonique SR-72.

Lockheed Martin

Le 17 janvier 1991, à 1:30 heure locale, le croiseur lance-missiles USS *San Jacinto* a tiré le premier de plus de 100 missiles de croisière *Tomahawk* contre une cible dans le centre de Bagdad. Le système de défense aérienne irakien était pratiquement effondré quelques heures plus tard. Aux yeux de nombreux observateurs, cette attaque a non seulement marqué le début de l'offensive aérienne alliée qui devait contribuer de manière décisive à l'expulsion des troupes irakiennes du Koweït, mais aussi une nouvelle ère de guerre conventionnelle. En fait, les Etats-Unis ont démontré dans l'opération *Tempête du désert* la capacité de largement mettre hors combat un adversaire avec une combinaison de capteurs sophistiqués et de missiles précis – et ceci même sur de grandes distances

Si l'idée d'une révolution dans les affaires militaires (*Revolution in Military Affairs*,

RMA) reposant sur les progrès technologiques en matière d'information avait auparavant été principalement soutenue par quelques rares experts au sein du Pentagone, elle a fait, dans la lignée de la seconde guerre du Golfe, des nombreux adeptes à l'intérieur et à l'extérieur des forces armées américaines. L'avance croissante des Etats-Unis dans l'info-guerre (cf. encadré 1) a été identifiée comme la ressource unique pour imposer les intérêts sécuritaires américains ainsi qu'un ordre mondial axé sur des normes libérales.

Malgré tout, plus de vingt ans plus tard, la RMA n'est plus une spécificité américaine. Elle se diffuse lentement mais sûrement, ce dont profite un nombre croissant d'acteurs. Cette tendance confronte les Etats-Unis et leurs alliés à des défis inhabituels: ils doivent s'attendre à ce que leurs troupes deviennent elles-mêmes la cible d'armes

classiques avancées, qui se distinguent entre autres par une grande précision, une identification autonome des cibles et une détectabilité moins grande (*stealth*). Les interventions militaires pourraient être rendues beaucoup plus difficiles à l'avenir. Les armes classiques avancées rendent simultanément possibles, entre les mains d'acteurs violents non gouvernementaux, de nouvelles formes surprenantes de guerre asymétrique et de terrorisme.

Nous analysons ci-dessous des développements actuels dans le domaine de la prolifération des armes classiques avancées et leurs conséquences pour le contexte sécuritaire mondial. Nous discutons ensuite des contre-mesures militaires et des possibilités de contrôle de transferts d'armes classiques avancées. Nous abordons enfin l'importance de cette forme de prolifération pour la politique de sécurité suisse.

## «Démocratisation» de la guerre de précision

Il est pratiquement inévitable que les innovations militaires se propageront tôt ou tard partout dans le monde. Dans le cas de la dernière RMA, ce processus est marqué par trois facteurs: premièrement, le grand écart entre les forces armées américaines et leurs concurrents; deuxièmement, les coûts élevés et les impondérables organisationnels de l'appropriation; et, troisièmement, la disponibilité des armes classiques avancées sur le marché international de l'armement ainsi que des technologies sous-jacentes sur le marché civil. La rencontre de ces facteurs crée des incitations contradictoires. L'avance des Etats-Unis souligne d'une part tant aux alliés qu'aux

## Guerre info-centrée

La base de la guerre info-centrée est la combinaison transparente de capteurs et de missiles en «système de systèmes» pour pouvoir mener des attaques étroitement coordonnées sur de grandes distances. L'intégration de la transmission des ordres, du traitement des informations, de la reconnaissance et de l'acquisition des cibles doit permettre de réagir en temps réel à des évolutions dans la zone de combat. Bien que les Etats-Unis aient fait de grands progrès dans la conduite des opérations en réseau, ce but n'a pas été atteint jusqu'à présent en raison de restrictions techniques et organisationnelles. En outre, la grande complexité de telles structures des forces armées augmente leur vulnérabilité aux attaques physiques et virtuelles, c'est pourquoi il faut évaluer de manière très différenciée les répercussions de cette mise en réseau.

challengers potentiels la nécessité de combler leurs lacunes de capacités. D'autre part, la mise sur pied de forces armées en réseau et largement équipées d'armes classiques avancées dépasse les possibilités financières de presque tous les acteurs importants et comporte des risques organisationnels.

Ce mélange favorise des formes sélectives d'appropriation. En particulier l'acquisition de complexes individuels d'armes classiques avancées et leur incorporation dans des approches de guerre asymétrique pour pouvoir s'opposer aux forces armées supérieures des Etats-Unis et de leurs alliés en cas d'utilisation raisonnable de ressources. Ces approches ne sont certes pas à la hauteur de l'idéal d'intégration d'armes et de capteurs dans un «système de systèmes». Mais l'intégration d'armes classiques avancées permet aussi au-delà de concepts de mise en réseau mûris de nouveaux modes d'opération et peut sensiblement influencer les équilibres militaires.

Les modalités pratiques de la prolifération des armes classiques avancées sont très variées. On assiste d'une part au transfert de systèmes d'armes complets motivé en partie par des impératifs ayant trait à la politique d'alliance et en partie par des impératifs commerciaux. Car même des puissances militaires importantes doivent craindre pour la base de leur industrie d'armement étant donné les coûts explosifs de développement et d'achat et des restrictions budgétaires. On citera surtout, en plus des Etats-Unis, la Russie, la Grande-Bretagne, la France et l'Allemagne.

D'autre part, il faut observer l'acquisition des prérequis technologiques pour fabriquer leurs propres armes classiques avancées par de nombreuses nouvelles nations dans le secteur des technologies et de nombreux pays émergents. Israël, la Corée du Sud, le Brésil, l'Inde ainsi que, à un degré moindre, l'Afrique du Sud et la Turquie font partie de ces «nouvelles» puissances

d'armement en plus de la Chine. Alors que des composants électroniques et des matériaux sophistiqués peuvent être achetés sur le marché civil, la voie menant à une base autonome de production d'armes classiques avancées passe dans la plupart des cas par l'acquisition directe ou indirecte de complexes technologiques complets par le biais de constructions sous licence et de coopération en matière d'armement, de la copie d'échantillons individuels existants ou de l'espionnage industriel.

### Changement du contexte militaro-opérationnel

La prolifération des technologies d'armement info-centrées entraîne une forte valorisation des capacités militaires même si leur mise en réseau complète est jusqu'ici réservée à quelques acteurs. Les forces armées chinoises continuent par exemple de présenter des déficits, mais elles ont massivement élargi leurs capacités pour des attaques de précision ces deux dernières décennies. La précision des missiles conventionnels à courte portée DF-15B, dirigés contre des cibles à Taïwan, est comparable à celle de systèmes occidentaux hautement développés. Par rapport au Scud-B soviétique, avec les copies duquel l'armée américaine a encore eu affaire pendant la seconde guerre du Golfe, son erreur de visée moyenne est environ cent fois moindre.

La prolifération de ces armes change la perception des menaces lors des interventions militaires. Ce sont surtout les missiles antinavire, les missiles de croisière et les systèmes de défense aérienne étendue sophistiqués, aussi efficaces contre les armes à longue portée, qui sont importants. Dans un contexte opérationnel marqué par ces armes classiques avancées, la capacité de survie des plateformes existantes – par exemple d'avions de combat

et de navires de surface sans qualités furtives marquées – est considérablement réduite. Ces systèmes sont donc propres à sensiblement augmenter les coûts d'une intervention militaire. S'ils sont incorporés dans des concepts opérationnels correspondants, ils deviennent des moyens de refuser ou d'empêcher l'accès (*anti-access / area denial*).

On observe des tendances marquées à la prolifération dans tous les domaines susmentionnés. Il y aurait selon le ministère indien de la Défense jusqu'à 14 acheteurs potentiels pour le BrahMos indo-russe qui compte parmi les missiles air-mer les plus modernes. Les missiles de croisière de la génération actuelle s'utilisant contre des cibles terrestres ont été introduits dans au moins 17 Etats dont le Pakistan, l'Arabie Saoudite et la Corée du Sud. Des copies du système de défense antiaérienne très efficace S-300 produit par les Russes se sont entre autres infiltrées ces dix dernières années en Algérie, en Chine, au Venezuela, au Vietnam et en Biélorussie. La Russie a jusqu'à présent renoncé à des transferts prévus vers l'Iran et la Syrie pour des raisons politiques. Le gouvernement de Bachar el-Assad a par contre été fourni en missiles antinavire avancés de type *Jachont*. La transmission d'armes classiques avancées est ici aussi utilisée comme instrument de diplomatie des grandes puissances pour dissuader les Etats-Unis et ses alliés de réaliser des interventions allant contre les intérêts russes.

Il ne faut pas non plus sous-estimer la prolifération des armes classiques avancées à courte portée pouvant être utilisées de manière autonome par des petits groupes. Les grenades de mortier et d'artillerie guidées ou les missiles de défense antichar et antiaérienne tombent dans cette catégorie. Ces armes comparativement bon marché ne peuvent pas empêcher une puissance intervenante d'entrer dans le théâtre des opérations mais peuvent fortement restreindre la liberté de mouvement de troupes infiltrées et infliger à ces dernières des pertes considérables. Le Hezbollah a, par exemple réussi, dans la guerre du Liban de 2006, à mettre hors combat presque la moitié d'un bataillon de chars israélien en quelques heures et de considérablement endommager un navire de guerre israélien avec des missiles modernes.

**Israël, la Corée du Sud, le Brésil, l'Inde, l'Afrique du Sud et la Turquie font partie de ces nouvelles puissances d'armement.**

La disponibilité sélective de ces armes classiques avancées augmente le niveau de capacité probable non seulement des insurgés et des milices, mais aussi des groupes terroristes. Il se peut que l'on doive accorder une importance nettement plus grande à la probabilité d'attaques d'avions civils (comme un avion de ligne israélien en 2002 au Kenya), d'institutions gouvernementales ou d'éléments de l'infrastructure critique par des missiles portables qu'à la tentative d'une utilisation d'armes nucléaires ou de destruction massive. Les forces de sécurité de la plupart des Etats ne sont que très mal préparées à ces attaques pouvant être lancées avec une grande précision à une distance de plusieurs kilomètres.

### Lutte pour des avantages militaires

La prolifération des armes classiques avancées est actuellement considérée comme une grave menace - surtout par les Etats-Unis. Il risque de se produire ici une érosion d'avantages militaires décisifs. Car la supériorité des forces armées américaines repose sur une combinaison de mobilité stratégique – c'est-à-dire une capacité de projection rapide par voie maritime et aérienne – et de déploiement consécutif d'une grande force de frappe sur des distances tactiques de quelques centaines de kilomètres. Là où l'accès au théâtre des opérations n'est pas garanti ou là, où il faut escompter une mise en danger massive des troupes déplacées vers l'avant, les réflexions sur le rapport coûts-bénéfices concernant une intervention militaire peuvent changer considérablement. L'équipement des défenseurs en armes classiques avancées joue dans les deux cas un rôle déterminant car il peut augmenter l'efficacité et l'efficacité des attaques classiques de plusieurs ordres de grandeur.

Dans la mesure où les tendances de prolifération actuelles dans le domaine des armes classiques avancées se poursuivent, les Etats-Unis devraient nettement intensifier leurs efforts en vue de maintenir leur capacité d'intervention dans les dix à quinze prochaines années. Actuellement ils prennent des contre-mesures dans les domaines de la doctrine, de l'acquisition et du stationnement. Au niveau de la doctrine, l'armée américaine travaille sur de nouveaux concepts d'accès qui doivent garantir sa supériorité à long terme par un mode d'opération commun, fortement connecté

et offensif des forces armées. Mais il n'est pas sûr que ces concepts puissent être mis en œuvre avec succès à cause des grandes exigences techniques et financières et à cause des obstacles organisationnels.

L'acquisition de nouveaux systèmes d'armes dotés d'une capacité de survie accrue et d'une grande portée est aussi affectée par les restrictions budgétaires.

### **Les missiles modernes représentent une menace pour les citoyens suisses, surtout à l'étranger.**

Il est ainsi à citer un bombardier furtif de la génération prochaine et un drone de combat pour l'utilisation basée sur porteur, l'initiative *Conventional Prompt Global Strike*. Elle comprend des plans pour des missiles balistiques montés de façon conventionnelle ou des planeurs hypersoniques dont l'utilisation comporterait cependant des risques d'escalade – provenant entre autres de la confusion avec des moyens d'attaque nucléaire. L'avion de reconnaissance et d'attaque hypersonique SR-72, qui en est cependant encore à ses premiers stades de développement, pourrait s'avérer moins problématique à cet égard.

Le développement de la défense antimissile au niveau du théâtre, qui permet dans une certaine mesure la défense active de bases et d'associations porteuses, est également accéléré. Mais comme il faut protéger de nombreuses cibles d'attaques possibles et qu'il faut peut-être utiliser plusieurs missiles de défense onéreux contre chaque missile approchant, le défenseur se trouve structurellement désavantagé. Jusqu'à nouvel ordre, des mesures passives – comme la bunkerisation des systèmes critiques ou le contrôle des émissions électroniques – sont donc d'une importance au moins égale.

### Possibilités de contrôle limitées

La prolifération des armes classiques avancées est un problème de politique de sécurité et d'ordre mondial qui ne suscite jusqu'à présent que relativement peu

d'attention. Les initiatives au niveau des organismes et des traités internationaux se concentrent largement sur les armes nucléaires et de destruction massive. Il y a par contre moins de latitude politique pour délégitimer les armes classiques qui sont, en raison de leur grande précision, mises en relation avec une réduction des dégâts collatéraux involontaires.

C'est pourquoi il n'y a pas non plus d'instruments efficaces pour contrôler et surveiller les transferts d'armes classiques avancées. Les systèmes de missiles balistiques qui conviennent aussi à l'utilisation d'armes nucléaires constituent une exception partielle. Ils sont saisis avec le régime de contrôle de la technologie des missiles ainsi que avec le code de conduite de la Haye par deux régimes multilatéraux dont l'efficacité est toutefois limitée. D'autres instruments de limitation des armements conventionnels – comme la Convention sur les armes à sous-munitions qui exclut explicitement les systèmes à acquisition autonome de cibles – créent même des incitations supplémentaires à la modernisation.

Les mesures élargies de contrôle aux exportations proposent certaines amorces. Citons en particulier l'Arrangement de Wassenaar sur la réglementation des exportations d'armes classiques et de biens et technologies à double usage ainsi que le Registre des armes classiques de l'ONU auxquels la Suisse participe activement. Ils servent à surveiller les transferts d'armes et de technologies sur base d'un autocontrôle volontaire. Aucun de ces instruments n'est cependant conçu ou approprié pour garantir une maîtrise efficace du transfert d'armes classiques avancées. En outre, dans de nombreux cas, les intérêts sécuritaires et économiques des Etats participants entravent la mise en œuvre systématique des normes existantes.

Des défis encore plus grands se posent au-delà du commerce des armes docu-

### Défis pour le contrôle de l'armement

Les instruments de contrôle de l'armement existants s'orientent aujourd'hui encore sur les paramètres de la guerre froide. Le Traité sur les forces classiques en Europe (FCE) reflète par exemple des concepts de la guerre industrielle qui mesurent le potentiel militaire au nombre de systèmes d'armement principaux (par exemple chars d'assaut). Cependant, la prolifération des armes classiques avancées a énormément changé les facteurs de détermination des équilibres militaires. L'accumulation d'effets d'armes à une distance sûre a par exemple remplacé les grandes concentrations de troupes. Simultanément on craint en Russie et en Chine que des armes de précision à grande portée combinées à la défense antimissile puissent en fin de compte aussi remettre en question la dissuasion nucléaire. Les méthodes traditionnelles de contrôle de l'armement atteignent leurs limites de plus en plus.

menté entre Etats. En particulier, il est difficile de faire barrage au transfert de systèmes d'armes classiques avancées isolés, utilisables de manière autonome, à des mouvements de rebelles ou à des groupes terroristes bien qu'il existe un vaste consensus international à ce sujet. La *Proliferation Security Initiative* lancée par les Etats-Unis, dont l'ampleur devrait cependant être étendue, pourrait jouer un certain rôle ici. Elle vise à juguler la prolifération secrète par des interventions ciblées – par exemple la perquisition de chargements maritimes suspects. Mais des attaques surprises isolées avec des armes classiques avancées ne peuvent pas non plus être exclues dans le cas d'efforts de surveillance et de contrôle renforcés.

### Implications pour la Suisse

Aujourd'hui déjà, la prolifération croissante des armes classiques avancées entraîne des changements considérables du contexte militaro-opérationnel et stratégique qui impose aussi des conditions cadres importantes à la politique de sécurité suisse. Il n'y a pas de mise en danger directe de la Suisse sur-le-champ. Le transfert de missiles hautement développés et utilisables de manière autonome représente certes une menace possible pour les citoyens suisses, surtout à l'étranger. Malgré tout, il faut dire que les répercussions indirectes ont un plus grand poids.

La prolifération des armes classiques avancées a le potentiel de saper plus encore des structures d'ordre régionales existantes en sensiblement réduisant la capacité d'action militaire des Etats-Unis et de ses alliés. Si l'on devait, à cause de cela, en arriver à l'avenir à des restrictions de l'accès libre aux moyens de transport et de communication mondiaux (mer, air, espace, espace virtuel), la Suisse, nation économique mondiale, serait aussi fortement affectée. La prolifération croissante des armes classiques avancées mine simultanément la fondation effritée du contrôle de l'armement conventionnel et nucléaire entre l'Est et l'Ouest (cf. encadré 2) qui ne peut pas correctement refléter le changement des rapports de force militaires.

Bien qu'une délégitimation des armes classiques avancées ou de leur transfert ne soit pas prometteuse sur le plan politique, il existe sur le plan international, dans des domaines isolés – comme par exemple celui de la prolifération des systèmes de défense aérienne portables – un grand intérêt pour de meilleures possibi-

lités de contrôle. En outre, il s'agit d'assurer le maintien des normes existantes qui vont subir des pressions de plus en plus grandes en raison de l'avance de la prolifération des armes classiques avancées. La Suisse pourrait jouer un rôle important, tant au niveau de l'ONU que dans le cadre de la présidence de l'OSCE en 2014, dans l'adaptation des régimes existants et la formulation de initiatives nouvelles.

- █ Editeur responsable: Christian Nünlist  
analysen@sipo.gess.ethz.ch
- █ Expert ayant contribué à cette analyse:  
Michael Haas  
michael.haas@sipo.gess.ethz.ch
- █ Commande d'analyses et abonnement:  
www.css.ethz.ch/cssanalysen
- █ ISSN: 2296-0228

### Parus précédemment

- N° 144: L'initiative Kerry – espoir d'un accord au Proche-Orient?
- N° 143: Avant le sommet de l'UE en matière de défense
- N° 142: La résilience dans la politique de sécurité: présent et avenir
- N° 141: L'enlèvement contre rançon pour financer le terrorisme
- N° 140: Armement nucléaire de la Chine: causes et conséquences
- N° 139: La nouvelle stratégie de la France: Le Livre blanc de 2013
- N° 138: La Suède aux prises avec sa politique de défense
- N° 137: Les drones américains dans la lutte antiterroriste
- N° 136: La Russie en Europe: défis stratégiques
- N° 135: Tunisie: obstacles au processus de transition
- N° 134: La NSS 2014: sur la voie d'une doctrine Obama?
- N° 133: Conseil de l'Europe: l'heure des réformes
- N° 132: Lashkar-e-Taiba: une organisation locale, des ambitions mondiales
- N° 131: Haut-Karabagh: obstacles à une solution négociée
- N° 130: La CPI: attentes élevées, bilan mitigé
- N° 129: Whole of Government: entre intégration et démarcation
- N° 128: Stratégies contre la radicalisation djihadiste en Europe
- N° 127: Le Groupe des pays fournisseurs nucléaires à un carrefour
- N° 126: Pooling and Sharing, Smart Defence et la Suisse
- N° 125: Népal: paralysie du processus de paix et engagement suisse
- N° 124: La guerre civile syrienne: entre escalade et intervention
- N° 123: Les révolutions arabes du point de vue d'Israël
- N° 122: Interdiction des armes chimiques: état des lieux et perspectives
- N° 121: Le conflit autour du programme atomique nord-coréen
- N° 120: Sortie de l'atome et approvisionnement énergétique de la Suisse
- N° 119: Somalie: peu de perspectives de paix
- N° 118: L'Arctique: un dégel à potentiel de conflit
- N° 117: Inde-Etats-Unis: un partenariat au potentiel de développement limité
- N° 116: L'OTAN après Chicago: rhétorique intelligente et des incertitudes
- N° 115: Le Myanmar entre réformes politiques et pouvoir militaire
- N° 114: La résolution 1325 de l'ONU au banc d'essai
- N° 113: l'Irak Après le retrait des Etats-Unis: de nouveau au bord du gouffre
- N° 112: Crise de la dette et politique étrangère et de sécurité suisse
- N° 111: Les PPP dans la politique de sécurité: chances et limites
- N° 110: L'OSCE en position difficile
- N° 109: Afghanistan: vague espoir de solution régionale
- N° 108: La puissance protectrice: la renaissance d'une tradition?
- N° 107: Armes atomiques au Moyen-Orient: aucune solution en vue
- N° 106: Politique étrangère suisse après Mme Calmy-Rey
- N° 105: Médiation dans les conflits religieux
- N° 104: Fukushima et les limites de l'analyse des risques
- N° 103: La cartographie de crise: le phénomène et son utilité
- N° 102: L'Afrique du Sud: une puissance régionale limitée
- N° 101: Les Frères musulmans en Egypte: obstacles sur la voie du pouvoir
- N° 100: La Libye après Kadhafi: transition politique et options occidentales
- N° 99: Une Europe fragmentée dans un Congo instable
- N° 98: Al-Qaïda après les bouleversements arabes et la mort de Ben Laden
- N° 97: Le Pakistan après Ben Laden: un constat